

Dajaloo devient

Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses bénévoles



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

Trimestriel N°1
Octobre 2017

N° d'agrément
P601176

Luttes DOSSIER paysannes

Manifestation en soutien à la VII^e conférence internationale de Via Campesina à Bilbao
Juillet 2017 (Pays Basque) viacampesina.org - © anderTXargazkiak



Feu Dajaloo, place au Supporterterres

Le magazine que vous tenez entre les mains s'appelle désormais Supporterterres. Jusqu'il y a peu, vous le connaissiez sous le nom de Dajaloo.

Vous découvrez Supporterterres et souhaitez le recevoir gratuitement ? Écrivez-moi à : cra@sosfaim.org

SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02 548 06 70
www.sosfaim.be

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Olivier Hauglustaine

Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

Rassurez-vous, l'ADN de ce magazine reste identique :

- des informations sur les réalités et enjeux agricoles
- des nouvelles du réseau de SOS Faim
- un dossier thématique au cœur de chaque numéro.

De supporter à Supporterterres, il n'y a qu'un mot

Une des fonctions de ce magazine est de créer et tisser du lien avec vous, chers supporterterres. Supporterterres, c'est un peu ce que vous êtes tous, chers lecteurs : des femmes et des hommes qui s'intéressent aux réalités et enjeux agricoles. Mais aussi, des donateurs qui soutiennent nos partenaires dans leurs projets, des bénévoles qui se mobilisent à nos côtés pour donner plus d'ampleur à notre travail.

Nouveau nom, nouveau format, nouvelles rubriques

Certains d'entre vous aiment lire des nouvelles de SOS Faim. Vous les retrouverez dans la rubrique **LES MOMENTS PHARES** ci-contre.

Pour d'autres, ce sont les nouvelles du terrain qui priment. Qui sont les organisations que nous soutenons ? Que font-elles ? Quels sont les enjeux auxquels elles doivent faire face ? Retrouvez ces informations en direct du Sud via la rubrique : **ON PREND LA TEMPÉRATURE**. Dans ce numéro, Noémie revient sur son expérience de stage auprès des éleveurs sénégalais (p.5-6).

La rubrique **VOIX DU SUD**, quant à elle, propose de passer le bâton de parole à nos partenaires, représentants pour qu'ils expriment en direct leurs opinions.

Les plus visuels d'entre vous trouveront leur bonheur dans **EN UN CLIC**, une double page purement graphique. Quant à ceux qui souhaitent approfondir la thématique, ils ne seront pas déçus avec notre rubrique **GRAND ANGLE** qui propose une analyse de contexte, des chiffres mais aussi des témoignages. Mina nous donne également des nouvelles du cas d'accaparement Senhuile-Sénéthanol au Sénégal dans le **FOCUS**.

Nous prendrons ensuite un peu de recul pour partager notre positionnement sur un fait d'actualité via la rubrique **NOTRE REGARD SUR**. Retrouvez en page 15 l'analyse de Jean-Jacques sur la note stratégique agriculture diffusée par le Ministère de la Coopération belge.

Au-delà des rubriques, chaque numéro fait aussi la part belle à une thématique dans un dossier.

Lutter, un verbe qui se conjugue encore au présent pour les paysans

Pour ce premier numéro, nous avons décidé de nous intéresser aux luttes paysannes. Un thème malheureusement encore d'actualité. De l'Amérique du Sud, à l'Éthiopie en passant par l'Afrique de l'Ouest, nos partenaires doivent lutter pour revendiquer leurs droits.



Clémentine Rasquin,
Rédactrice en chef de Supporterterres

Festival Alimenterre : des images et des mots sur les désordres alimentaires



Du **12 au 22 octobre** le Festival prendra place à Bruxelles et en Wallonie (Liège, Charleroi, Namur, Ottignies-LLN, Arlon). Au programme de cette 9^e édition, les thématiques suivantes seront abordées : climat, permaculture, pesticides, semences, accaparement de terres. Vous en prendrez bien une part ?

Retrouvez toutes les informations pratiques sur www.festivalalimenterre.be

Joëlle Scoriels, nouvelle ambassadrice de SOS Faim

Élue à plusieurs reprises "personnalité TV préférée des belges", Joëlle Scoriels est depuis janvier 2017 l'ambassadrice de SOS Faim. Nous pouvons désormais compter sur elle pour faire connaître nos actions.

Pour se plonger dans la réalité de nos partenaires, rien de mieux qu'une mission de terrain. Joëlle est ainsi partie au Sénégal à la rencontre des producteurs de lait, de leur quotidien et de leurs difficultés.

Une rencontre à retrouver en son et en images sur notre site internet : www.sosfaim.be/sinformer/videos



3 bonnes raisons de participer à Hunger Race 2018

100 277,71€ ont été récoltés cet été à l'occasion de notre événement sportif et solidaire Hunger Race. **59 équipes** se sont mobilisées pour cette deuxième édition en vue de relever ce beau défi sportif au profit de nos partenaires en Afrique et en Amérique latine. **Pourquoi pas vous en 2018 ?**

Certains participants l'ont fait pour **relever le défi sportif** avec une combinaison de trail, kayak mais aussi un parcours d'obstacles et une tyrolienne au départ du château de Bouillon sur deux parcours : medium et XL.

D'autres ont été conquis par le **cadre exceptionnel de la région de Bouillon** où ils ont pu : fouler la forêt ardennaise, pagayer dans la semois ou encore monter au sommet d'un château-fort, le parcours a plusieurs cordes à son arc pour séduire les moins sportifs.

Mais Hunger Race, c'est d'abord et avant tout une **aventure humaine et solidaire** qui lie l'équipe de SOS Faim organisatrice, une centaine de bénévoles et 236 participants. Tous ont pu attester de l'ambiance et la convivialité de ce moment hors du temps.

Envie de vivre cette belle expérience ? **RDV le 7 juillet 2018** pour la 3^e édition.

Inscrivez-vous dès maintenant sur www.hunger-race.be



© Noémie Lambert



EGAB ENTENTE DES GROUPEMENTS ASSOCIÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE

- PARTENAIRE DE SOS FAIM DEPUIS BIENTÔT 10 ANS -

est une association d'éleveurs active DEPUIS 30 ANS

dans le NORD-EST DU SÉNÉGAL.

L'organisation compte 2086 MEMBRES

qui élèvent principalement des VACHES, DES CHÈVRES ET DES MOUTONS.



EGAB, la défense de l'élevage pastoral

Cette année, j'ai eu la chance de rencontrer un des partenaires de SOS Faim au Sénégal : EGAB. J'y ai effectué mon " terrain d'observation " dans le cadre de la rédaction de mon mémoire en anthropologie des dynamiques sociales et du développement. Dans cet article je vous présente ce partenaire hors du commun en trois points : son identité, son champ d'action et sa raison d'être.



Noémie Lambert
Bénévole

LE REGARD D'UN MEMBRE SUR EGAB

Mboye Ka, éleveur de Djoulky

" EGAB a amené des puits. Avant ça les gens ne vivaient pas en société, ils vivaient dispersés, sur de petites parcelles. Le puits a rassemblé les gens et ça a formé le village. Il n'y a pas mieux que l'union. Avec la dispersion il n'y a pas de lien, l'État ne peut pas subvenir à nos besoins. EGAB a fait beaucoup pour la communauté : grâce à eux il y a des banques de céréales, des aliments de bétail, l'accès aux prêts et à la formation. C'est un grand avantage pour nous. "

Être éleveur au Sénégal, c'est devoir s'adapter à toutes sortes de conditions.

Dans cette zone aride, le bétail est à la base du mode de vie de la population. C'est aussi une activité adaptée aux aléas climatiques, la saison des pluies ne dure que trois mois et les sécheresses sont fréquentes. L'élevage pratiqué est le pastoralisme, c'est-à-dire un élevage extensif (pratiqué sur de vastes étendues) avec transhumance saisonnière. La population est sédentaire mais les troupeaux migrent en quête d'eau et de pâturages pendant les moins plus secs. EGAB est située dans une zone plutôt riche en pâturages, ce qui en fait une terre d'accueil et une zone de passage pour les pasteurs du Nord qui vont encore plus au Sud.

La gestion de l'eau, premier défi à relever pour EGAB

Le premier problème à régler pour EGAB était celui de l'accès à l'eau. Les éleveurs de cette zone dépendaient alors des précipitations et ne pouvaient vivre là que quelques mois sur l'année. L'association est parvenue à amener des partenaires dans cette région désertée par l'État et a construit une quinzaine de puits, ce qui a permis à la population de s'installer durablement.

Ensuite, EGAB a réalisé des actions dans le domaine de la santé et de l'éducation, notamment avec l'alphabétisation en langue locale. Aujourd'hui, l'eau est disponible grâce à la construction de nouveaux forages dotés de moteurs diesel et de châteaux d'eau et de nombreux villages ont une case de santé et une école primaire.

EGAB se concentre maintenant de plus en plus sur l'amélioration de l'élevage. Avec des partenaires financiers, elle réalise des projets visant à améliorer la production, apporter des infrastructures aux éleveurs (parcs de vaccination, magasins d'aliments de bétail, santé animale, etc.) et organiser la transhumance.



Pourquoi, en 2017, vouloir maintenir l'élevage pastoral ?

" Ici, la pluie peut être rare. L'État et les autres organisations doivent maintenir l'élevage extensif. Si on va vers un élevage plus intensif, c'est un risque pour nous éleveurs. Avec l'amélioration des races, les bêtes ne résistent pas à ce climat. Alors oui, je suis pour la transhumance. "

Habi Ka, présidente de la fédération féminine

Les menaces qui pèsent sur le pastoralisme

Dans cette région enclavée, sans route ni électricité, la commercialisation n'est pas encore vraiment à l'ordre du jour. L'objectif actuel est plutôt de sécuriser le pastoralisme, qui nourrit les familles mais est menacé par un ensemble de facteurs.

Le premier est politique : peu de décideurs soutiennent le pastoralisme. Nombreux sont ceux qui voudraient plutôt développer un système de production intensif à l'européenne, pourtant inadapté à l'échelle du pays.

Ensuite viennent les facteurs naturels. Les sécheresses sont fréquentes, les feux de brousse menacent les pâturages et des épidémies touchent parfois les troupeaux.

Enfin, les vols de bétail augmentent, tout comme les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les pratiques de déforestation (notamment pour la fabrication de charbon de bois). Dans toutes les communes apparaissent aussi des demandes d'affectation de terres : les grands cultivateurs d'arachide, situés juste au Sud, grignotent progressivement la zone sylvo-pastorale et des exploitants de gomme arabique commencent à s'installer.

Face à toutes ces menaces, EGAB travaille, avec ses partenaires, à préserver une mobilité apaisée, sans conflit, notamment par un travail de marquage et d'accords sociaux autour de couloirs transhumants. L'Entente apporte aussi des infrastructures à ses membres afin de maintenir des troupeaux en bonne santé donc productifs tout au long de l'année.



Quatre acteurs de terrain témoignent de leurs luttes paysannes



Dorvalina MALAQUIAS

Membre du Mouvement des Sans-Terre et de APROSPERA (association d'agriculteurs en agroécologie) - Brésil -

“ J'ai mené une longue bataille aux côtés du Mouvement des Sans-Terre (MST) pour obtenir un terrain à cultiver.

Au bout de 10 ans de lutte, mon mari et moi avons pu occuper une terre qui allait être cédée au MST.

Ensuite nous avons réussi à obtenir une concession d'usage du gouvernement. C'est mon plus grand succès car nous avons réellement conquis notre terre.

Pour y arriver, nous avons passé 10 ans dans les camps du MST à participer aux actions de pression sur le gouvernement : on a bloqué des routes, fait des manifestations, des marches. C'était notre moyen de réclamer nos terres, nous voulions que la réforme agraire de redistribution aux paysans soit appliquée. Les conditions de vie dans les camps MST étaient très dures, je logeais sous une bâche noire, nous n'avions quasiment pas d'eau et il est arrivé que la police vienne nous expulser.

Aujourd'hui, je possède un terrain de 7 hectares grâce auquel je subviens aux besoins de ma famille. Nous avons aussi créé une association d'agriculteurs en agroécologie, APROSPERA.

Actuellement, mon principal combat, c'est de construire une belle maison pour ma famille. ”



Daniel HICK

Vice-président de FAIREBEL
FAIREBEL est membre de l'Assemblée générale de SOS Faim depuis 2017 - Belgique -

“ Notre ambition, avec le label FAIREBEL, c'est de permettre aux producteurs de lait de vivre de leur production en les rémunérant à un prix juste.

Trop souvent, les marques ne prennent pas en compte la globalité des coûts de production des agriculteurs quand ils décident de leurs prix. FAIREBEL, et son cousin français FAIREFRANCE, sont des labels équitables créés afin de garantir une rémunération décente à tous les acteurs de la chaîne.

Pour fixer nos prix, il est important de prendre en considération les vrais coûts de production et non des chiffres bradés qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des charges. Une étude réalisée par un bureau indépendant estime les coûts moyens de production en Europe à 0,45 € du litre de lait. C'est 0,14 € de plus en moyenne que les autres marques.

Nos labels FAIREBEL et FAIREFRANCE ont tous les deux été créés par les producteurs eux-mêmes. Ils ont donc un ADN agricole pur. La création de ces labels, c'est notre moyen de nous prendre en main et de ne rien lâcher face au privé ! ”



Soumana KANTA

Coordinateur technique de la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes) - Mali -

“ Le gouvernement malien est en train de mettre en oeuvre la loi foncière agricole. La CNOP se bat pour qu'elle ne reflète pas uniquement les préoccupations des partenaires techniques et financiers, mais qu'elle prenne en compte les luttes du monde paysan. Nous travaillons par étape.

D'abord nous avons analysé le projet de loi pour aboutir à des recommandations afin que les préoccupations paysannes soient intégrées dans la loi foncière agricole. Ensuite nous avons dû lutter pour faire partie du processus d'écriture de la loi et pour que nos revendications paysannes soient entendues par le groupe d'experts travaillant sur la loi, puis par l'Assemblée nationale. Nous avons développé un argumentaire par rapport à chaque revendication.

Cela a été un succès car nous avons réellement pu participer à l'écriture des documents et nos revendications ont été finalement perçues comme légitimes et fondées.

Nos revendications portaient sur les lois qui régulent l'accès à la terre en milieu rural et la sécurisation des exploitations familiales agricoles.

Maintenant, nous devons être très vigilants parce que l'élaboration des documents est une chose, l'application en est une autre. Les conditions de vie des populations locales ne seront améliorées que si on applique à la lettre la loi agricole. Nous devons donc attirer l'attention de l'État au moindre dérapage. Nous avons un rôle de vigilance à jouer. ”



Hannah Bernard
Stagiaire



Danny SINGOMA

Directeur du CENADEP (organisation d'appui aux organisations paysannes) - République Démocratique - du Congo

“ Notre combat consiste à donner aux paysans la capacité de faire reconnaître leur place dans la société. Nous revendiquons la mise en place de lois appropriées qui leur permettent de vivre effectivement de leur métier.

Le CENADEP a beaucoup travaillé à la structuration du mouvement paysan. Notre rôle consiste à sensibiliser les populations rurales et péri-urbaines à s'organiser en associations pour défendre leurs intérêts.

Nous sommes à l'initiative d'une grande réunion des différents réseaux d'organisations paysannes de tout le pays. Le but était que ces organisations s'unissent pour parler d'une seule voix et adresser leurs revendications directement à l'État. Cette mobilisation a abouti à l'obtention d'un code agricole, ce qui n'existait pas auparavant en RDC.

Un autre projet du CENADEP, d'ordre plus symbolique, concerne les dons alimentaires annuels du gouvernement. Avec les organisations paysannes, nous voulons mener un plaidoyer pour que ces dons soient constitués de produits locaux plutôt que de produits importés. ”

LUTTES PAYSANNES : BROUILLARD OU TEMPÊTE ?

Partout dans le monde, des luttes paysannes s'organisent pour défendre les droits des paysans. Aussi bien au Nord qu'au Sud, les droits des agriculteurs, et surtout ceux des petits paysans, sont très souvent bafoués et leur travail mésestimé. Pourtant, ce sont bien les agriculteurs qui nous nourrissent.

Vandana Shiva appelle à la désobéissance civile

Au sein de l'Alliance pour la liberté des semences, Vandana Shiva mène une lutte à travers le monde et persiste dans ses appels à la désobéissance civile avec pour leitmotiv : «Sauver les graines, c'est sauver notre liberté !»



Greensefa

Accès à la terre

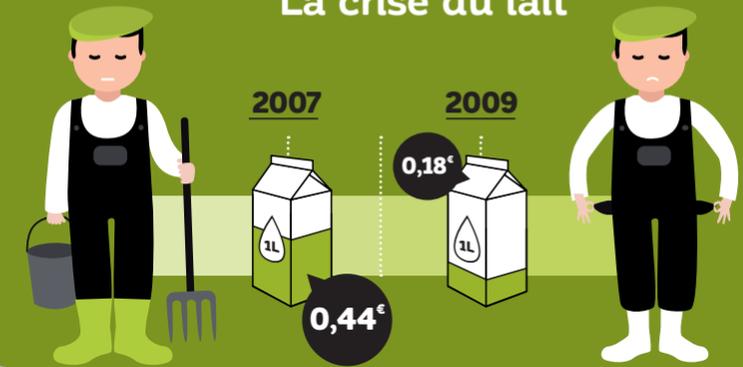
17 avril : journée mondiale des luttes paysannes depuis l'assassinat de 19 manifestants brésiliens en 1997. Sur cette photo, le rassemblement des «patatistes» venus planter des pommes de terre sur le futur site de la prison de Haren en 2014. Ce jour-là, 60 organisations et des centaines de citoyens et agriculteurs autour du même slogan :

“ Pas de terre sans paysans, pas de paysans sans terre ”.



© Fian

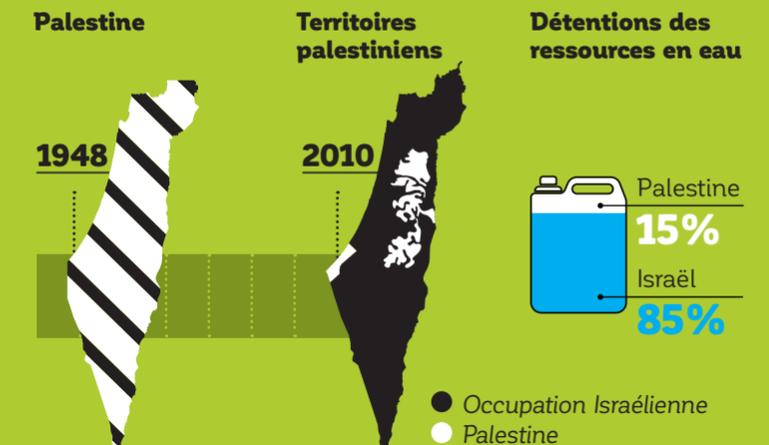
La crise du lait



2009
4.000.000 litres de lait sont déversés en guise de protestation à Ciney.

Terres palestiniennes en otage

La société civile se bat aux côtés des palestiniens pour revendiquer leurs droits. Adoption en 2016 d'une résolution reconnaissant que les colonies israéliennes sont une violation flagrante du droit international et qui appelle à un gel immédiat des colonies.





L'OMC ORGANISE LA CONCURRENCE...

La démocratisation qui touche certains pays du Sud depuis une quarantaine d'années a donné un nouveau visage aux dynamiques des luttes paysannes. Les communautés locales ont ainsi pu profiter d'une ouverture pour s'exprimer, s'organiser et ainsi défendre leurs droits et leurs territoires.

Paysans de tous les pays, unissez-vous !

DES DROITS FONDAMENTAUX BAFOUÉS

L'époque coloniale fut marquée par l'introduction des grandes cultures commerciales (coton, canne à sucre, café). Les rapports de force entre petits et grands producteurs ont rapidement tourné en faveur des seconds. Tandis que les premiers ont vu se restreindre leur accès à la terre et aux ressources, mettant en péril leur sécurité alimentaire.

Les années 80 et leur lot de mesures d'ajustement structurel ont ensuite porté un coup supplémentaire au respect des droits des paysans. À cette époque, les organismes financiers internationaux recommandent aux gouvernements du Sud de se spécialiser autour de quelques cultures d'exportation. Cela engendre une vaste (re)conversion des terres vivrières au profit de cultures commerciales. Celles-ci sont gourmandes en intrants et en capitaux.

En parallèle, les marchés agricoles sont libéralisés. Cela induit une concurrence entre des produits agricoles issus de contextes de production très différents sur un marché commun. Cette compétition est déloyale. Les petits producteurs qui travaillent sur de petites superficies ont des productions moindres et ne peuvent proposer des prix compétitifs.

Ce contexte a largement stimulé des dynamiques d'appropriation des terres, renforcées plus tard par la crise alimentaire de 2008. Certains paysans ont ainsi été privés du droit d'usage de leur terre, ressource première à toute activité agricole.

QUAND LES PAYSANS S'ORGANISENT POUR DÉFENDRE LEURS DROITS

Face à ces nombreuses injustices, on observe un large panel de réactions qui, lorsqu'elles sont organisées, peuvent être qualifiées de "mouvements". En effet, ce terme peut être compris comme un type d'action collective concertée en vue d'une cause à défendre.

Les mouvements paysans existent sous de nombreuses formes qui dépendent fortement du contexte dans lequel ils naissent et évoluent. Les acteurs de ces mouvements vont des petits propriétaires aux travailleurs informels, en passant par les cultivateurs, les éleveurs, les salariés ruraux, etc. Tous luttent pour des enjeux primordiaux, généralement articulés autour des combats suivants : la lutte contre la faim, la défense de l'accès à la terre et aux ressources, un revenu juste, la défense des droits des femmes et bien d'autres.



Il n'est donc pas possible de définir de manière précise le concept de "mouvements paysans" tant les contextes, les acteurs et les enjeux sont variés. Cependant, ces différents mouvements présentent des points communs.

Tout d'abord, les mouvements paysans constituent une réponse des communautés rurales pauvres aux grands changements qui ont transformé les campagnes ces 40 dernières années, suite notamment à l'expansion sauvage du modèle agrobusiness. Celui-ci a conduit les exploitations à croître de manière exponentielle, se mécaniser et se spécialiser dans quelques cultures. Les petits producteurs sont confrontés directement à ces puissants opérateurs de l'agrobusiness, et doivent s'organiser afin de rétablir un minimum d'équilibre dans les rapports de force.

L'existence de dispositifs ou de relais organisationnels (associations, ONG, syndicats, etc.) joue un rôle primordial dans la mobilisation des mouvements sociaux. En effet, ils permettent de centraliser et de porter les revendications des populations rurales souvent marginalisées politiquement.

UNE MOBILISATION QUI S'EXPORTE

Parallèlement à la mondialisation des enjeux agraires et à la multiplication des conflits dans le monde rural, les paysans du monde se regroupent. Ainsi, en formant des coalitions régionales, nationales et même internationales (Via Campesina, Mouvements des sans terre, etc.), les acteurs du monde rural donnent une visibilité nouvelle et plus large aux luttes paysannes. Ils font entendre leur voix, afin de lutter contre les causes structurelles de la faim, pour le respect de leurs droits.

TOUS LUTTENT POUR DES ENJEUX PRIMORDIAUX, GÉNÉRALEMENT ARTICULÉS AUTOUR DES COMBATS SUIVANTS : LA LUTTE CONTRE LA FAIM, LA DÉFENSE DE L'ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES, UN REVENU JUSTE, LA DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES ET BIEN D'AUTRES.



Fanny Warsztacki
Bénévole

Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd 2.0 be



Quand les paysans font entendre leurs voix



BRÉSIL : LE COMBAT DES SANS-TERRE

Parmi les mouvements de lutte paysanne, le Mouvement des sans-terre (MST) au Brésil est l'un des plus anciens et des mieux organisés. Dans un pays où 1 % des propriétaires terriens possède 47 % des surfaces agricoles, la question d'un juste accès à la terre est centrale. Le MST émerge au début des années 80, à un moment où les réformes néo-libérales entamées sous la dictature (1964-1985) accentuent le phénomène de concentration des terres au profit de l'agrobusiness. Le MST procède à des occupations massives de terres, souvent inexploitées, mais fait face à la répression des grands propriétaires terriens, qui reçoivent souvent l'appui de l'État. Si le retour à la démocratie en 1985 ouvre la voie à une redistribution des terres, celle-ci est timide et les exactions restent légions. Le mouvement s'établit néanmoins comme une véritable plateforme d'opposition, notamment face au puissant lobby ruraliste, défendant agrobusiness et propriétaires terriens. Malgré une accalmie toute relative durant les années Lula, la présence importante de députés ruralistes depuis les élections de 2014 et l'arrivée au pouvoir de Temer en 2016 ont vu un accroissement des accaparements de terres, au détriment de paysans pauvres ou de populations autochtones amazoniennes, ainsi qu'une recrudescence d'agressions et d'arrestations contre les militants du MST. L'an passé a été une année noire avec 61 assassinats. On compte désormais, depuis 1985, 1722 militants tués.

Pour aller plus loin : www.cetri.be/Bresil-Le-coup-d-Etat-des • www.mst.org.br

BURKINA FASO : POUR UNE SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE

La gestion et l'accès aux semences par les agriculteurs constitue une autre lutte face à l'emprise de l'agro-industrie et des grands semenciers. Au Burkina Faso, cette lutte a pris un tournant médiatique avec le départ annoncé de Monsanto, face à l'échec patent du coton BT. Cette variété transgénique, imposée sans concertation avec les agriculteurs, a produit du coton médiocre, mettant en péril la filière burkinabé, pourtant réputée pour sa qualité. Face au scandale, les autorités ont décidé de revenir au coton conventionnel en 2018.

Si le départ de la multinationale est une victoire symbolique, la filière des semences reste encore largement aux mains des grandes sociétés cotonnières. Néanmoins, de plus en plus de producteurs s'élèvent contre l'opacité qui entoure la production des semences et réclament, entre autres, une participation des agriculteurs dans les réflexions autour du cycle du coton et dans la sélection des variétés utilisées. Ces revendications sont également portées à l'échelle régionale par la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN), qui cherche à promouvoir les semences paysannes et à les défendre face à toute privatisation du vivant.

Pour aller plus loin, lire : *Les paysans et paysannes luttent pour la justice. Cas de violation des droits des paysans. Rapport de Via Campesina - 2017*

PARTOUT DANS LE MONDE, DES COMMUNAUTÉS AGRICOLES SE BATTENT POUR MAINTENIR LEURS DROITS À LA TERRE ET ACCÉDER AUX RESSOURCES. TROIS EXEMPLES CONCRETS ILLUSTRONT LA DIVERSITÉ DE CES COMBATS.



© Rittel Soncco

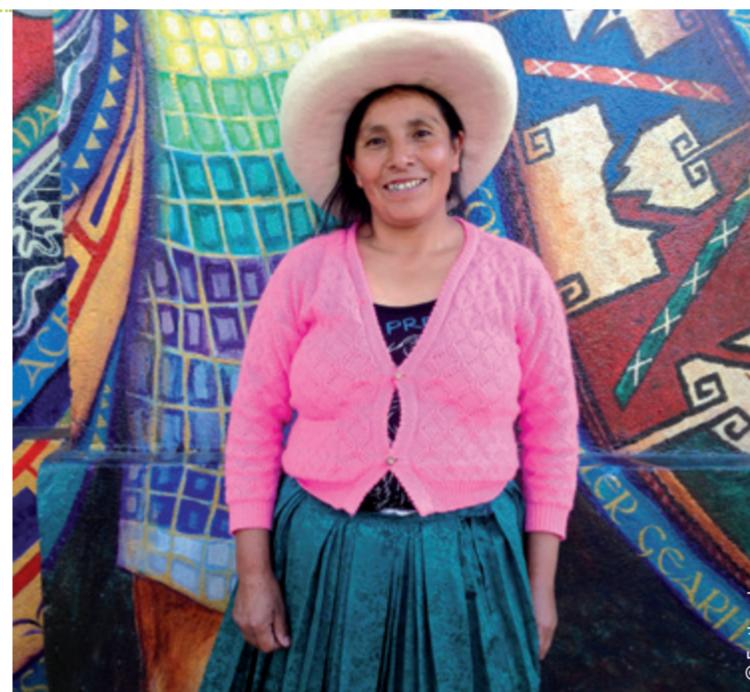
PÉROU : AGUA SÍ ! ORO NO !

Au Pérou, c'est contre le projet Conga, une extension de la mine d'or et de cuivre de Yanacocha, que les habitants de la région de Cajamarca protestent depuis 2012. Dès le début de l'exploitation en 1993, de nombreux paysans sont obligés de quitter leurs terres contre des sommes dérisoires et viennent gonfler le nombre de travailleurs pauvres en périphérie des villes. Autre problème, la qualité de l'eau dans la région baisse de manière significative. Elle est polluée par les métaux lourds utilisés dans l'extraction minière. Cela a des impacts sur la santé des populations mais aussi sur leur bétail qui se nourrit des poissons contaminés et boit cette eau. L'extension fait craindre la dégradation définitive de l'eau dans la zone et une appropriation pure et simple de certaines sources. Malgré les intimidations de la compagnie minière Newmont Mining Company et du gouvernement central, la protestation se poursuit et est essentiellement menée par des collectifs de femmes.

VIVA MAXIMA !

Maxima Acuña de Chaupe en est une des figures emblématiques. Habitante de la zone convoitée par le projet minier, elle s'oppose à l'appropriation de ses terres par la compagnie et, surtout, la privatisation de l'eau située sur celles-ci. Durant un procès de plusieurs années, elle a fait valoir ses droits malgré les menaces des services de sécurité de la mine. Face à l'ampleur de la protestation, le projet est suspendu en 2014 et finalement annulé en 2016.

Lire l'analyse de Justice et Paix : *Conga et la résistance des femmes - Juin 2016 - www.justicepaix.be/*



© Earthworks

CES TROIS CAS METTENT EN LUMIÈRE QUELQUES-UNS DES ENJEUX RELATIFS AUX LUTTES PAYSANNES ET TOUS CONVERGENT VERS UN MÊME CENTRE NÉVRALGIQUE : LA LUTTE POUR LA SOUVERAINETÉ.



Nicolas Nikis
Bénévole



© STRUZIK - simply human

Accaparement de terres au Sénégal : où en est le projet Sénéthanol-Senhuile ?

ENQUÊTE

Début 2011, l'entreprise Sénéthanol-Senhuile (société basée à Dakar créée par des investisseurs sénégalais et étrangers) entame un projet d'investissement agricole au Sénégal. Ce projet a fait l'objet de nombreuses controverses. Six ans après, Serigne SEGANE du CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux) nous informe de l'avancée du projet.

Le projet de départ consistait à exploiter 20 000 hectares de terres, en vue de produire de la patate douce pour la production d'agro-carburants dans la région de Fanaye, au Nord du pays.

QUAND L'ÉTAT DÉCLASSE UNE RÉSERVE NATURELLE

Fin 2011, suite à de nombreuses tensions, les autorités décident de délocaliser le projet au Nord-Ouest dans la réserve naturelle de Ndiaël. En tant que réserve naturelle, Ndiaël est la propriété de l'État. Elle est aussi une zone protégée. Mais elle a été déclassée en invoquant un projet "d'utilité publique". En parallèle, Sénéthanol-Senhuile a réorienté son projet vers des cultures alimentaires.

Ce projet a été imposé aux populations locales sans aucune consultation.

"Si Senhuile s'implante ici, il n'y aura plus d'herbes et d'arbres pour ravitailler nos troupeaux. Notre source de vie, ce sont nos bêtes."

Aminata Ka, éleveuse dans la zone.

10 % DES TERRES EFFECTIVEMENT EXPLOITÉES

En 2017, seuls 2 000 hectares de terres sur les 20 000 hectares sont exploités pour des productions de riz, maïs, arachide et patate, à destination du marché national.

Les impacts du projet sont moindres comparés aux promesses initiales : 90 emplois créés

(ouvriers agricoles) au lieu des 2500 promis, 1 seule salle de classe créée, aucune infrastructure routière, pas d'électricité.

Le projet est un échec, trop coûteux et mal géré, sans compter les dégâts environnementaux, agricoles et pour l'élevage :

- les paysans ont perdu des terres agricoles
- les zones de pâturage sont inaccessibles
- des milliers d'hectares sont déboisés
- des étendues d'eau sont ensevelies
- installation de barbelés dangereux pour les animaux
- la zone est devenue semi-désertique

Le gouvernement a même rédigé un décret pour retirer 10 000 hectares au projet. Reste à savoir qui sera le bénéficiaire de ces 10 000 hectares.



SOS Faim continuera à suivre ce cas d'accaparement avec attention dans le cadre de son travail de plaidoyer avec son partenaire le CNCR.



Mina Bouazza
Bénévole

En Belgique, le ministre de la coopération édit des documents qui orientent la politique de coopération du pays. Chaque document, appelé " Note stratégique ", couvre un secteur spécifique comme la santé, l'enseignement, l'agriculture, ou des approches, comme l'approche " genre ", l'approche " durable " ... et en définit les axes prioritaires.

COOPÉRATION BELGE : "OUT" LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Fin 2016, le ministre a mis en chantier la Note stratégique relative à l'agriculture et la sécurité alimentaire. Une consultante extérieure, venue de la Katholieke Universiteit Leuven, a été engagée pour actualiser le document sur la base d'orientations politiques données par le ministre et d'entretiens avec des ONG, notamment la Coalition contre la Faim au sein de laquelle SOS Faim joue un rôle important.

Cette nouvelle Note a été présentée officiellement à l'ensemble des acteurs de la coopération, le 8 mai dernier.

QUELLES SONT LES NOUVELLES ORIENTATIONS DU MINISTRE ?

Malheureusement, la priorité donnée antérieurement à l'agriculture familiale, chère aux partenaires de SOS Faim, a été abandonnée au profit d'un terme bien plus général et flou : **l'agriculture à petite échelle.**

De même, l'accent est très nettement mis sur le **caractère " entrepreneurial "** que les initiatives qui seront soutenues par la coopération belge devront comporter. La priorité sera également donnée aux projets qui exploiteront les **nouvelles technologies de l'information dans le secteur agricole.**

Nos partenaires ne rejettent pas l'idée de transformer leurs exploitations en des activités rentables. Cela, pour autant qu'elles procurent des moyens de subsistance et des moyens d'investir dans les activités de production, de transformation ou de commercialisation. On devine très clairement que le ministre adopte la vision de l'agro-industrie et non celle des organisations de producteurs orientée sur le développement des entreprises agricoles.

En se fixant ces priorités, le **ministre sacrifie en fait l'objectif de sécurité alimentaire.** Cet objectif vise prioritairement à assurer aux populations rurales marginalisées les moyens de se nourrir. Les familles qui ne disposent que d'une surface de culture limitée ou de peu de moyens ne pourront jamais atteindre un modèle agricole " entrepreneurial ", tel qu'envisagé par le ministre. Elles n'accéderont pas au marché national, voire régional... L'objectif des petits producteurs est simplement de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille et de vendre une partie de leur production sur le marché local. Cette fonction jouée par l'agriculture familiale est essentielle pour des millions de paysannes et de paysans qui constituent la grande majorité des personnes qui souffrent de la faim dans le monde. **Exclure ces personnes des priorités de la coopération belge n'est pas acceptable pour SOS Faim, qui poursuivra son travail avec l'ensemble des paysannes et paysans, même ceux fortement marginalisés.**



© Ministère des Affaires Étrangères



Jean-Jacques Grodent
Responsable du Service Information



FESTIVAL DE FILMS

9^e
Edition

Alimentterre

Trois films du Festival Alimentterre 2017
font également la part belle aux luttes paysannes.
Vous en prendrez bien une part ?

(2016 - 91 min.)

Seed : The untold Story

94 % de nos variétés de graines ont disparu au cours de ce dernier siècle. Alors que les compagnies biotechnologiques en contrôlent la majorité, des fermiers, des scientifiques, des avocats et des indigènes mènent un combat difficile pour défendre 12 000 années d'héritage alimentaire.

- ▶ 12/10 • **Bruxelles**
Cinéma Galeries
- 18/10 • **Liège** Cinéma Le Parc
- 19/10 • **Arlon/Tintigny/Habay**
Nature Attitude
- 19/10 • **Namur** Cinéma Caméo
- 19/10 • **Ottignies/LLN**
Centre culturel
- 24/10 • **Charleroi** Quai 10

(2017 - 80 min.)

Dead donkeys fear no hyenas

Dans le monde entier, on constate une ruée commerciale massive pour les terres agricoles, considérées comme le nouvel or vert. L'Éthiopie est un des pays les plus productifs et rentables en termes d'agriculture. Le gouvernement éthiopien loue donc des millions d'hectares de terres à des investisseurs étrangers. "Les ânes morts ne craignent pas les hyènes" enquête sur ces investissements étrangers dans les terres fertiles et dénonce leur impact sur la vie des populations locales.

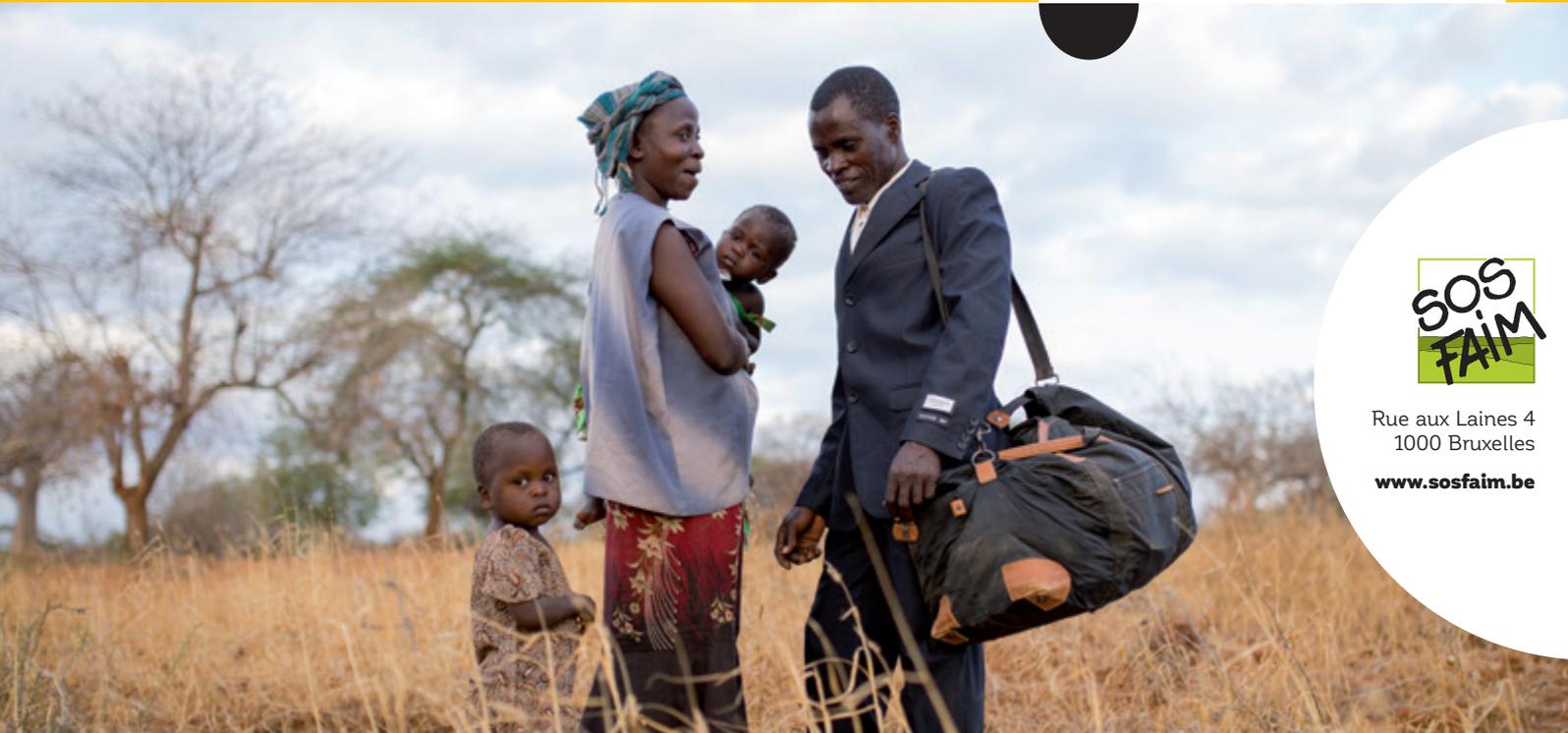
- ▶ 13/10 • **Bruxelles**
Cinéma Galeries
- 20/10 • **Ottignies/LLN**
Maison de la laïcité

(2017 - 85 min.)

Thank you for the rain

Il y a cinq ans, le fermier kenyan Kisilu Musya a commencé à documenter sa famille, son village et l'impact que le changement climatique a sur les deux. Il a filmé des inondations, des sécheresses et des orages à proximité, ainsi que le coût humain que cela représente pour ses enfants et sa femme. "Merci pour la pluie" est un conte inspirant et captivant d'un optimiste infatigable, qui néanmoins teste les limites de la lutte pour un monde plus vert.

- ▶ 14/10 • **Bruxelles**
Cinéma Galeries
- 20/10 • **Arlon/Tintigny/Habay**
Le Palais



Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles

www.sosfaim.be